



[...]

### Les indicateurs de la dégradation terrible de la situation économique

Dans la troisième année de la révolution, et comme conséquence des politiques de destructions, de meurtres et de déplacements appliquées par le régime, la vie quotidienne de la grande majorité des habitants s'est détériorée et a empiré de façon terrible, dépassant de loin ce qui était survenu précédemment. La faim et l'indigence sont devenues l'ennemi quotidien des masses populaires dans toute la Syrie, ce à quoi s'ajoutent les bombes et les missiles du régime.

Avant la révolution, en 2009, le produit intérieur brut se répartissait dans les proportions suivantes : agriculture 19%, industrie 34% et services, 47%. Alors que nous constatons aujourd'hui qu'en dépit de la dévastation, s'il existe une certaine activité dans le secteur agricole, plus particulièrement dans les régions contrôlées par le régime, les secteurs de l'industrie et des services ont vu leur activité s'effondrer, un effondrement aggravé par la montée en flèche de l'inflation. L'indice des prix a bondi de 50%. Le secteur du tourisme, à titre d'exemple, dont l'activité s'élevait à six milliards de dollars soit 10% du PIB, n'est plus qu'un

souvenir aujourd'hui. Tandis que le secteur du pétrole a vu sa production baisser de moitié pendant les deux premières années de la révolution [1], Mohammad Salah Muslim, (dirigeant de l'Union Démocratique du Kurdistan (PYD), la branche du PKK en Syrie, parti membre du Comité National de Coordination Démocratique (aux positions ambiguës par rapport au régime et la révolution) a déclaré que les Kurdes contrôlaient 60% du pétrole (déclaration rapportée par le réseau d'informations libres Mésopotamie le 8 mai 2013) tandis que des tribus et des groupes jihadistes contrôlent les puits de pétrole, notamment les 15 puits dans le gouvernorat de Dir Ez Zor, en vendent une partie au régime lui-même et font de la contrebande vers la Turquie avec le restant. Ce pétrole est extrait avec des moyens rudimentaires, l'extension de la corruption et le pillage des richesses naturelles dans cette région, sans parler des nuisances sur l'environnement difficiles à évaluer aujourd'hui.

Aux raisons précitées, il convient d'ajouter l'embargo européen et états unien imposé à la Syrie. L'Europe importait 95% du pétrole brut syrien avant l'embargo et le blocus économique a mis un terme à ses importations et la production nationale de pétrole est passée à moins de la moitié pour atteindre à 160 000 barils par jour. De producteur, le pays est devenu importateur de pétrole et de ses dérivés, en provenance du Venezuela et d'Iran notamment.

Le FMI a déclaré que les exportations de la Syrie, estimées à 12 milliards de dollars en 2010, ont été de 4 milliards de dollars en 2012. Sachant que le commerce extérieur représentait 70% du PIB, cela démontre le gouffre dans lequel s'est enfoncée l'économie syrienne en général. Le gouvernement a beau alléguer qu'il dispose encore des réserves de devises d'environ 14 milliards de dollars, certaines sources indiquent que ces réserves ne s'élèveraient qu'à un milliard d'où les prêts (un milliard de dollars en 2012 et 3,6 milliards en 2013 prêté par l'Iran et d'après le site gouvernemental Damaspost du 3 août 2013) ou les lignes de crédit fournies par l'Iran, l'Irak ou la Russie. L'effondrement continu de la valeur de la livre syrienne se concrétise, dévaluée de 50% en 2012-, entraînant des hausses de prix pour tous, ravageant ce qui restait de possibilité de mener une vie quotidienne pour la population.

Le FMI a aussi estimé la détérioration du PNB en 2012 à 4,6% environ tandis que d'autres institutions financières l'évaluent à 20% [2]. On peut résumer les effets sociaux de cet effondrement économique en se basant sur les statistiques contenues dans le rapport du Centre syrien de recherches politiques publié cette année : le total des pertes économiques depuis le début de la révolution syrienne en 2011 jusqu'au premier trimestre de l'année 2013 a atteint près de 84.4 milliards de dollars ; le fardeau de la dette a augmenté pour atteindre un taux de 65% du PIB en 2012 contre 23% de l'année 2010 ; le chômage s'élevait jusqu'au premier trimestre de l'année en cours à 2.3 millions de postes de travail (soit de travailleurs) en raison de l'arrêt de nombreuses usines, sociétés et petits ateliers de façon totale ou partielle (et la fuite d'hommes d'affaires hors du pays avec leurs capitaux après que beaucoup d'entre eux aient vendu leurs usines et leurs sociétés et aient licencié arbitrairement les travailleurs). Le

résultat en a été la hausse du taux de chômage à 48.79%.

Selon le rapport, 6,7 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de la pauvreté, soit 30% de la population syrienne, et parmi elles 3,6 millions vivent dans une misère extrême, 2963 écoles ont été partiellement ou complètement détruites par les bombardements, d'où un taux d'absentéisme de 45% des élèves tandis que les dépenses d'enseignement sont passées dans le budget de l'Etat de 35,4 milliards de livres syriennes en 2010 à 26 milliards en 2011 et 19,5 milliards pour 2013 [\[3\]](#)

De ce qui précède, nous voudrions mettre l'accent sur le fait que les dynamiques socio-économiques qui étaient le moteur essentiel de la révolution populaire, sont aujourd'hui encore plus aigues qu'avant la révolution. Cela signifie que nul ne peut les dépasser ni contourner la nécessité de répondre à leurs défis. Et ce, indépendamment des aléas de la révolution ou des forces révolutionnaires en place. A la gauche révolutionnaire revient le rôle-clé de s'acquitter de la tâche de la transformation sociale en profondeur et d'orienter à l'extrême radicalité la dynamique révolutionnaire en cours sur les plans démocratique et social. Cela implique non seulement de s'impliquer dans l'action révolutionnaire et de masse des couches populaires, mais aussi de mettre l'accent dans la pratique révolutionnaire, sur la construction d'un parti socialiste et de masse des travailleurs. Il y a urgence.

Ghayath Naïssé, 13 août 2013

[Extraits traduits de l'arabe par Luiza Toscane]

Source : [«&nbsp;Al hiwar almutamaddin&nbsp;», n°4183 du 13 août 2013](#)

[\[1\]](#) Mariam Karouny, « Dans l'est syrien, le trafic de pétrole prospère sur le chaos, site web Andlil, 10/05/2013.

[\[2\]](#) Fabien Piliu, « Que reste-t-il de l'économie syrienne ? », La tribune, 3 janvier 2013

[3] Extraits du rapport publié par le n°71 du journal « *Anab baladi* », en date du 30/6/2013